



nouvelle donne

# « Le rôle du citoyen n'est pas de juger les

## Dire la vérité,

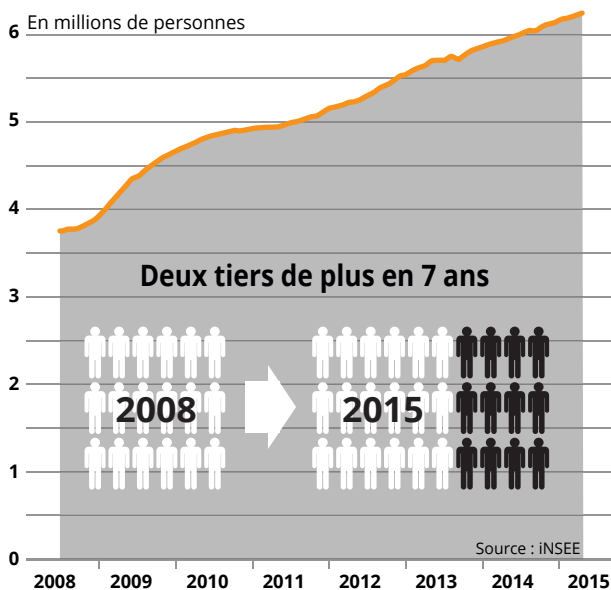
C'est reconnaître que non seulement la crise n'est pas finie, mais qu'elle est en train de s'aggraver et que, dans de nombreux domaines, on approche d'un point de basculement, d'un point de non-retour.

En février 2015, le total des inscrits à Pôle Emploi atteint 6.200.000. Sur la seule année 2014, il a augmenté de 307.000 !

Tous les mois, plus de 500.000 hommes et femmes s'inscrivent à Pôle Emploi. En février 2015 par exemple, il y a eu 516.000 inscriptions à Pôle Emploi. En un mois seulement. C'est dramatique ! Mais pourquoi le nombre de chômeurs a-t-il augmenté de 35.000 « seulement » sur le mois ? Parce que, dans le même temps, 481.000 salariés au chômage ont quitté Pôle Emploi.

### Nombre total de demandeurs d'emploi

En millions de personnes



Hélas, comme l'indique le Ministère du travail, 41 % seulement des sortants ont retrouvé un emploi (et 13% sont entrés en formation). **Chaque mois, plus de 200.000 personnes quittent Pôle emploi mais ne retrouvent PAS de travail.**

Beaucoup tombent en fin de droit : ils ne sont plus comptés comme chômeurs mais sont dans une galère plus grande encore. Tomber en fin de droit est souvent une étape supplémentaire vers la pauvreté.

**516.000**

Entrées à Pôle Emploi

**- 481.000**

Sorties de Pôle emploi

« **35.000**  
nouveaux chômeurs  
en février 2015 »

Chiffres Pôle Emploi pour février 2015

# dirigeants politiques mais de dire la vérité »

## Vaclav Havel

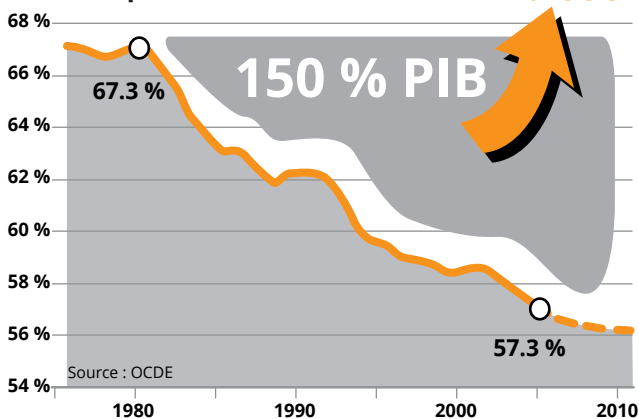
### Salariés, jeunes, retraités, fonctionnaires, PME ... Nous sommes tous concernés

À un tel niveau, le chômage et la précarité déstabilisent toute la société. Professeur d'économie à Polytechnique, Patrick Artus souligne le déséquilibre considérable entre bénéfices et salaires qui se creuse dans tous nos pays :

« Dans la zone euro, chaque année, **les entreprises prennent l'équivalent de 1 % PIB dans la poche de leurs salariés**, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes. Dû à la perte de pouvoir de négociation des salariés, le transfert en faveur des profits est considérable. »

Quand la pression des grands groupes sur les PME n'est limitée par aucune règle publique, quelle PME peut augmenter les salaires si le concurrent ne le fait pas ? Et quel salarié peut exiger une augmentation ? Dans beaucoup d'entreprises, la peur du chômage est dans toutes les têtes et la négociation sur les salaires se réduit à « Si t'es pas content, va voir ailleurs ».

#### Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises



**En trente ans, la part des salaires dans le PIB a baissé de 10 % dans tous les pays occidentaux.**

Ce sont des sommes colossales qui auraient du aller aux salariés, aux caisses de Sécu et aux caisses de l'Etat et à l'économie réelle, qui sont parties vers les actionnaires et les marchés financiers.

# « Dû à la perte de pouvoir de négociation des est considérable. »

En 2014, alors que le PIB par tête augmentait de 0,0 %, les dividendes versés aux actionnaires ont bondi de 30 % (*Le Figaro* 8 février 2015). 40 % des Français n'ont aucune épargne et on régulièrement des difficultés pour boucler leurs fins de mois, mais les 1 % les plus riches ne savent plus quoi faire de leur fortune.

**30%**  
d'augmentation  
des dividendes en 2014

## Le chômage de masse pèse aussi sur le niveau de vie des retraités.

En moyenne, c'est à 62 ans que les salariés partent en retraite. A cet âge, il n'y a plus que 23 % d'actifs occupés. Quand les gouvernements successifs demandent aux salariés de travailler plus longtemps, s'ils sont déjà au chômage ou au RSA, il va leur manquer des trimestres, ce qui diminuera leurs pensions.

« Le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien s'il n'est pas porté remède au chômage. Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Le vrai problème, c'est le chômage. »

Jean-Paul Fitoussi  
Président de l'OFCE  
*Le Monde*, 6 mars 2001

**À un tel niveau, le chômage gangrène toute la société :** quelle est la première cause d'échec scolaire des enfants ? Le chômage et la précarité des parents. La première cause de mal-intégration des «jeunes issus de l'immigration» ? Le chômage et la précarité. La première cause de la «petite délinquance» qui monte dans nos quartiers ? Le chômage et la précarité ! « *C'est le chômeur du 3ème étage qui va voler la télévision de la vieille dame du 6ème pour gagner 50 euros, explique un policier. Je ne dis pas ça pour les justifier évidemment : c'est un délit et ça peut être très traumatisant pour la vieille dame ! Mais c'est rare qu'un gars qui a un boulot et un salaire corrects s'amuse à commettre ce genre de délits. Pour faire reculer la délinquance et l'insécurité, il faut donner plus de moyens à la police et à la justice mais, il faut aussi s'attaquer radicalement au chômage et aux petits boulots.* »

**« Entre 10.000 et 20.000 morts chaque année »**

L'INSERM a mené une étude durant 12 ans. Les conclusions sont sans appel. Suicides, conduites à risque et problème dans l'accès aux soins... La mortalité des chômeurs est 3 fois supérieure à celle des travailleurs : chaque année, le chômage tue entre 10 000 et 20 000 personnes

# salariés, le transfert en faveur des profits

Patrick Artus

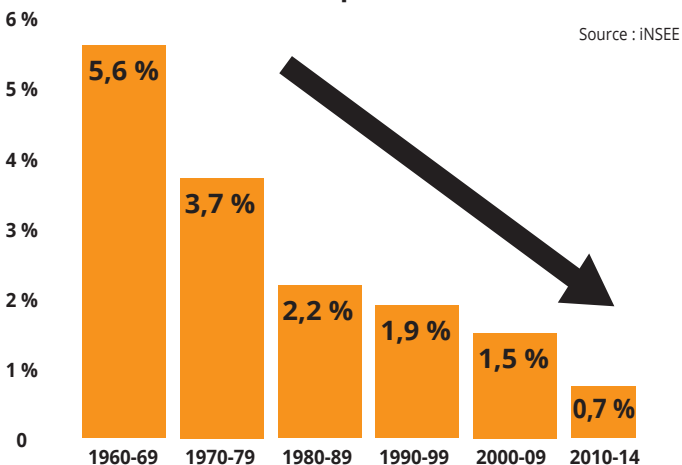
C'est tout le Pacte républicain que le chômage et la précarité sont en train de mettre à bas. Nous devons réagir de toute urgence. Nous ne pouvons pas nous résigner à laisser notre pays glisser vers le chaos.

Pour sortir du chômage ...

## Peut-on compter sur la croissance ?

Depuis 40 ans, droite et gauche confondues, tous nos dirigeants misent sur le retour de la croissance pour sortir du chômage de masse. Est-ce bien sérieux ?

### La croissance en France depuis 1960

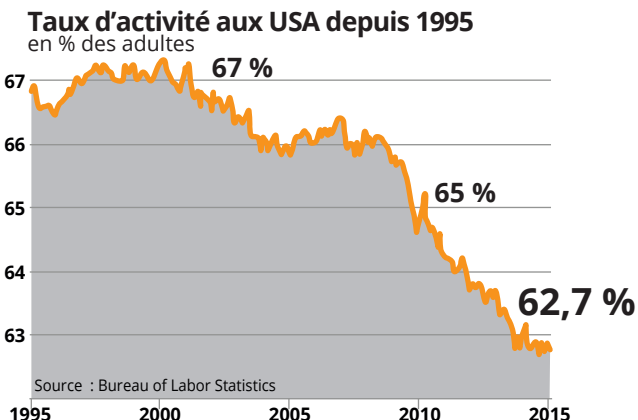


Le constat est le même dans tous les pays industrialisés : **le Japon, n'a que 0,7 % de croissance en moyenne depuis 20 ans.**

Même **aux Etats-Unis**, où la Banque centrale a créé 3.500 milliards de dollars pour favoriser la croissance, on constate que la crise continue : certes, les chiffres du chômage sont bons mais, tous les mois, **300.000 personnes sortent des statistiques** pour rejoindre la foule des chômeurs découragés. **Le taux d'activité s'effondre : 62,7 % seulement des adultes sont actifs.**

# « Depuis 2008, on s'est contentés de déplacer

Cette courbe, fondamentale, devrait faire réfléchir tous ceux qui pensent qu'il suffit de faire «comme aux Etats-Unis» (relancer la croissance par la planche à billet, baisser le coût du travail...) pour sortir du chômage. En réalité, les Etats-Unis ne peuvent aucunement être un modèle: les inégalités explosent et le taux d'activité s'effondre.



En observant ce qui se passe en France depuis 50 ans, au Japon depuis 20 ans comme aux Etats-Unis depuis 5 ans, on comprend que **miser sur le retour de la croissance pour sortir du chômage n'est plus possible**. Les dernières prévisions du gouvernement indiquent que la France pourrait avoir 1 % de croissance en 2015. Soit ! C'est mieux que 0, mais **qui peut croire qu'une croissance si faible fera reculer le chômage ?**

Qui plus est, il n'est pas certain que nous puissions tabler sur une croissance faible mais stable dans les prochaines années. **Le plus probable est que nous allons vers une nouvelle crise financière.**

**Aucun des déséquilibres qui ont provoqué la crise de 2008 n'a été réglé.**

Dans de nombreux pays occidentaux, les marchés financiers sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise ou même plus haut.

Profitant de la complicité des politiques qui ont tout fait pour les renflouer mais n'ont quasiment rien fait pour les réguler, banques et fonds de pension ont recommencé à spéculer comme si de rien n'était. La spéculation atteint des sommets alors que la dette, elle aussi, est à un niveau explosif.

## Une dette explosive

« Entre 2007 et 2014, l'endettement mondial a progressé de 57.000 Mds \$. En 7 ans, la dette de la Chine a quadruplé et dépasse maintenant celle des Etats-Unis.

La dette de l'ensemble des acteurs (Etats, ménages, entreprises) pesait l'an dernier 286 % PIB mondial. Un niveau explosif qui risque de peser sur la croissance. »

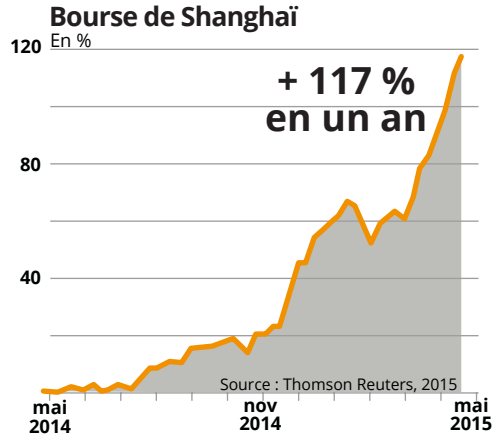
Les Echos  
7 février 2015

# les fauteuils sur le pont du Titanic »

## Joseph Stiglitz Prix Nobel d'économie

En Chine, la situation est totalement instable : les marchés financiers ont gagné plus de 100 % en un an alors que, du fait de la fin de la bulle immobilière, la croissance de l'économie réelle subit un très fort ralentissement.

**La crise de 2008 a commencé aux USA mais elle s'est transformée en quelques semaines en une crise mondiale. Comment se fait-il qu'en 2015 nos débats soient redevenus tellement franco-français ?**



### « Le capitalisme vit une crise suicidaire pour l'humanité »

affirmait Michel Rocard en 2007. Huit ans plus tard, rien n'a changé. Ou en pire ! Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont continué la fuite en avant et joué les autruches. Jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ? « Jusqu'ici tout va bien ... » Jusqu'à quand peut-on tirer sur l'élastique sans qu'il casse ?

### Deux stratégies radicalement différentes sont possibles pour notre pays :

> **Soit on pense que la crise est bientôt finie** et que la croissance va revenir, dans ce cas on peut se contenter de mettre quelques rustines pour éviter l'explosion sociale,

> **Soit on pense que nous avons un temps limité avant qu'éclate la prochaine crise**, et il faut agir avec force et rapidité pour :

- 1° limiter l'ampleur de cette crise,
- 2° protéger les peuples de ses conséquences,
- 3° renforcer la cohésion sociale et l'unité politique de nos sociétés

tout en, **4° construisant un nouveau modèle de développement.**

**C'est à cette stratégie que Nouvelle Donne vous demande de vous associer :**

**Tout faire pour mettre en œuvre le plus vite possible 5 mesures d'urgence pour stopper l'hémorragie et nous protéger contre cette crise qui vient puis, très vite, changer de modèle de développement pour nous attaquer à la racine des problèmes.**

# 1

## PROTÉGER LES SALARIÉS ÉVITER LES LICENCIEMENTS

Il existe au Canada un système qui permet de diminuer très nettement le nombre de licenciements :

Quand une entreprise a une chute d'activité, au lieu de licencier 20 % des salariés, elle garde tout le monde; elle baisse le temps de travail de 20 % et baisse les salaires de 20 % (pour rester compétitive) mais les salariés reçoivent immédiatement un 2e chèque qui vient de l'UNEDIC et de l'Etat, qui permet de maintenir l'essentiel de leur revenu.

### Simplicité de la procédure

- Formulaire demande  
+ 2 annexes =  
4 pages à remplir

### Sécurité du financement

- Paiements prestations par  
Service Canada
- Compensation quasi-totale de  
la perte de rémunération



**LE VRAI  
DU FAUX**  
12 mai 2014

« Pierre LARROUTUROU dit-il vrai sur la lutte contre le chômage au Canada ? L'économiste de Nouvelle Donne affirme qu'au Canada quand une entreprise a 20% de salariés en trop, au lieu de licencier 20% des gens, elle baisse le temps de travail de 20% et baisse les salaires. Mais il y a un chèque qui arrive de l'Assurance chômage et de l'Etat. Les gens gardent 95% de leur revenu.

**Vrai ou faux ?**

**C'EST VRAI. »**

**Nouvelle Donne demande que le système canadien devienne la règle en France et qu'aucune entreprise ne puisse licencier si elle n'a pas d'abord baissé le temps de travail des salariés en maintenant l'essentiel des revenus.**



# 2

## LUTTER CONTRE LA SPÉCULATION SÉPARER LES BANQUES DE DÉPÔT DES BANQUES D'AFFAIRE

« *La prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930* » affirmait Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, en 2013. La spéculation sur les marchés financiers atteint à nouveau des sommets extravagants. A tout moment, une nouvelle crise peut éclater. En mars 2015, les autorités américaines affirmaient que les risques pris par BNP Paribas mettaient en danger l'ensemble du système économique mondial.

Pour nous protéger d'un nouveau tsunami financier, il faut séparer les banques de dépôt et des banques d'affaires. Cette séparation fut la règle pendant 60 ans : Paribas n'avait pas le droit de spéculer avec l'argent de Monsieur Tout-le-monde déposé à la BNP. Ces 2 banques étaient totalement distinctes. Mais, dans les années 90, les lobbies bancaires ont obtenu que les banques d'affaires puissent jouer avec l'argent des banques de dépôt. Et donc avec la garantie de l'Etat...

### **Comment F. Hollande trouvera-t-il 180 milliards ?**

Les banques françaises sont farouchement hostiles à la séparation des activités bancaires. Pour rassurer le gouvernement, elles affirment qu'elles sont trop grosses pour tomber. «Too big to fail» ? Comme AIG, le numéro 1 mondial de l'assurance qui était trop gros pour tomber... jusqu' en 2008, quand Obama a du trouver 182 milliards de dollars pour que la chute d'AIG ne conduise à un effondrement de tout le système économique américain. Que se passerait-il si F.Hollande devait trouver un jour 180 milliards pour limiter les conséquences de la chute de BNP Paribas ?

Il est urgent de rétablir une séparation stricte entre Banques de dépôt et banques d'affaires pour qu'elles ne puissent plus spéculer avec notre argent et ne bénéficient plus de la garantie de l'Etat. Sans cette garantie, les banques d'affaire seraient beaucoup plus prudentes : en cas de pertes, ce sont leurs actionnaires qui paieraient l'addition. Et, en cas de crise majeure, leur faillite n'aurait qu'un impact très limité sur l'économie réelle alors que les conséquences seraient catastrophiques si banques de dépôt et banques d'affaires restent liées.

**Une vraie séparation obligerait les banques à être au service des PME : si elles ne peuvent plus utiliser notre argent pour spéculer sur les marchés, elles seront obligées d'investir dans les PME et dans l'économie réelle.**

# 3

## PROTÉGER ET RENFORCER LES PME

Les PME et TPE (Très Petites Entreprises de moins de 10 salariés) représentent 50 % de l'emploi salarié en France. Dans un contexte de crise, alors que la mortalité des entreprises atteint un sommet (62.700 défaillances en un an), il faut tout faire pour protéger ces entreprises et favoriser leur développement.

**Au-delà des grands discours, ce dont ont besoin les PME c'est de mesures très concrètes :**

### > Renforcer la trésorerie

Beaucoup de petites entreprises souffrent des **délais de paiement imposés par certains grands clients** qui jouent la montre en espérant que le PME va disparaître, ce qui leur évitera de payer leurs dettes.

**Nouvelle Donne propose qu'une banque publique**, la Caisse des Dépôts, soit obligée de prendre en Dailly les factures dues aux PME depuis plus de 2 mois (**leur avancer l'argent à taux 0**) et de confier à ses services juridiques le recouvrement de ces créances. Pour éviter d'être face à l'une des banques les plus puissantes du pays et de payer des pénalités, les mauvais payeurs seront nettement plus respectueux des PME.

### > Des délais pour payer l'URSSAF

En 2009, une circulaire avait demandé aux organismes de recouvrement des cotisations sociales d'accepter plus facilement les délais de paiement en cas de difficulté. La même circulaire demandait à l'Etat le remboursement immédiat des créances fiscales (créances d'impôt ou crédit de TVA) dues aux entreprises. Pourquoi ne pas réactiver ces dispositifs ? **Comment peut-on donner des milliards sans aucune contrepartie à des grands groupes qui dégagent des bénéfiques importants et ne rien faire pour aider les PME en difficulté ?**

### > Réserver un tiers des commandes publiques aux PME

Aux Etats-Unis, une loi (le Small Business Act) réserve entre 25 et 40 % des commandes publiques aux PME. Pourquoi ne pas faire de même en France et leur **réserver un tiers des commandes publiques** ? Cela donnerait aux PME une plus grande stabilité et une meilleure visibilité sur leur chiffre d'affaire.

Pour favoriser leur développement, Nouvelle Donne propose aussi de **diminuer de 10 % l'impôt sur les bénéfiques pour les PME qui investissent et ne distribuent pas de dividendes**. Ce dispositif serait limité dans le temps (5 ans maximum) et financé par un redéploiement des exonérations sans contreparties des 30 milliards du Pacte de responsabilité.

# 4

## INVESTIR DANS LE LOGEMENT FAIRE BAISSER LES LOYERS

La France est le pays d'Europe qui subit les loyers les plus chers. Si nos loyers étaient au même niveau qu'en Allemagne, on ferait en moyenne **250 euros d'économie par mois** pour un appartement de 60 ou 70 m<sup>2</sup>.

Loyer moyen	
Allemagne	8,4 euros / m <sup>2</sup>
France	12,4 euros / m <sup>2</sup>

Source Eurostat

Pour faire baisser les loyers, il faut lutter contre la pénurie de logement. Construire et rénover massivement. Comment faire sans augmenter les impôts ? **En utilisant autrement des sommes déjà disponibles** : en remettant dans l'économie réelle de l'argent qui va aujourd'hui sur les marchés financiers.

### > Investir les 37 milliards du Fond de Réserves des Retraites

Il existe en France un Fonds de Réserve des Retraites (FRR) doté de 37 Mds. Ce fonds est placé sur les marchés financiers, un placement risqué financièrement et sans aucune utilité sociale. Nouvelle Donne demande que le FRR soit investi dans la construction de logements comme cela se fait déjà dans d'autres pays.

### > 20 % de la collecte des sociétés d'assurance

Nouvelle Donne demande aussi que soit modifié le Code des Assurances pour obliger les sociétés d'assurance à investir 20 % de leur collecte annuelle dans la construction de logement. Ces règles existent également dans d'autres pays et ont permis de construire suffisamment de logements accessibles à tous.

### > Créer 200.000 emplois

Investir massivement dans le logement doit permettre de **mettre fin aux licenciements** dans le bâtiment (40.000 suppressions d'emplois en 2014) et de **créer quelques 200.000 postes**.

Cela doit permettre aussi des économies importantes pour l'Etat qui distribue chaque année 17 milliards d'aides au Logement. Comme les loyers sont très élevés, on donne des aides... qui vont dans la poche des propriétaires. Si on s'attaquait aux racines de problème, si on faisait baisser les loyers, **on pourrait faire des économies considérables sur le budget de l'Etat**.

### Qu'est-ce qui bloque ?

À chaque fois que ces idées sont mises en avant à la télévision, tous les journalistes (Yves Calvi, Audrey Pulvar...) et tous les politiques (Rama Yade, Denis Payre, le Président d'une Commission à l'Assemblée...) les trouvent « très intéressantes » mais rien ne bouge !

Qu'est-ce qui bloque ? Le lobby des banques qui gèrent le FRR ?

# 5

## 1.000 MILLIARDS POUR SAUVER LE CLIMAT

En janvier 2015, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé une décision historique : Mario Draghi, président de la BCE, a décidé de créer *ex nihilo* 1.200 milliards. Certains pensaient que les dirigeants allemands allaient hurler aux loups. Ils n'ont rien dit ou presque.

**Que faire de ces 1.200 milliards ?** C'est une question fondamentale et urgente. M. Draghi a décidé de les donner aux banques. Ce serait catastrophique : alors que les marchés financiers sont déjà à des niveaux totalement excessifs, pousser les banques à spéculer plus encore en leur donnant des liquidités gratuites est suicidaire. **En faisant cela, la BCE alimente et prépare la prochaine crise.**

**Nouvelle Donne demande que ces 1.200 milliards soient intégralement utilisés pour financer des travaux d'isolation des bâtiments et pour développer les énergies renouvelables.**

Nouvelle Donne demande que soit négocié un **Traité européen** qui garantirait pendant 20 ans à chaque pays membre un droit de tirage de 2 % de son PIB pour lutter contre le dérèglement climatique. **La France aurait chaque année 40 Mds à taux 0** pour financer ce grand chantier dont l'organisation concrète serait de la responsabilité des régions, au plus près des territoires.

**> Une économie de 800 ou 1.000 euros chaque année**

Une étude de la Commission européenne affirme que chacun de nous pourrait économiser entre 800 et 1.000 euros par an sur ses dépenses de chauffage si nos domiciles étaient correctement isolés.

**> 200 à 300.000 emplois créés en France.**

Une étude du CNRS indique qu'un tel investissement permettrait de créer entre 200 et 300.000 emplois.

**Comment faire ?**

La France doit proposer ce Traité dès le prochain sommet européen. Il est possible que le consensus se fasse rapidement car tous les pays ont les mêmes problèmes que nous pour financer leur transition énergétique et beaucoup s'inquiètent des effets pervers des 1.000 Mds donnés aux banques. Mais si certains lobbies bloquent la négociation, **la France doit taper du poing sur la table et faire la politique de la chaise vide comme le Général de Gaulle en 1965.**



**L'INVITÉ  
DE 8H20  
24 déc. 2014**

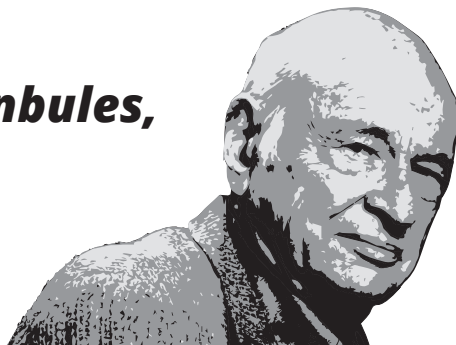
« Nouvelle Donne a raison : pour sauver les banques, en 2009, on a mis 1.000 milliards sur la table. Aujourd'hui, il faut mettre 1.000 Mds pour sauver le climat.



**Jean JOUZEL  
Climatologue  
Prix NOBEL de la paix**

# TOUS ACTEURS, TOUS RESPONSABLES

**« Comme des somnanbules, nous marchons vers la catastrophe. »**



**Edgar Morin**

**Crise sociale, crise financière, crise climatique... dans tous ces domaines, nous approchons d'un point de non-retour. Pour éviter l'effondrement de notre société, il est urgent d'agir.**

Einstein avait raison : *« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre »*. Si l'on compte sur les partis qui se succèdent au pouvoir depuis 40 ans, il n'y a aucune chance qu'on arrive à sortir notre pays de la crise.

**Tout est fait aujourd'hui pour détourner les citoyens de la vie publique** : des politiques totalement inefficaces, des scandales qui se multiplient, des politiciens qui font carrière au lieu d'être au service du pays, de plus en plus de violence dans le débat public mais de moins en moins d'idées neuves... Comment s'étonner que l'abstention progresse à chaque élection ?

Mais il serait dramatique que nous nous détournions de la politique : la politique ce n'est pas le truc de Sarkozy, de Hollande ou de Le Pen. C'est de nos vies qu'il s'agit. De nos vies et de celles de nos amis, de nos enfants.

Nous ne pouvons pas regarder ailleurs. Nous sommes tous embarqués dans la même galère. Face à la médiocrité des vieilles « élites », nous sommes obligés de nous engager.

**C'est à nous les citoyens, de dire dans quelle société nous voulons vivre. C'est à nous d'imposer des solutions pour stopper la crise. A nous d'inventer demain.**



**« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre. »**

**Albert Einstein**

# QUI SOMMES - NOUS ?

Créé en novembre 2013 par Christiane HESSEL (la femme de Stéphane), Pierre LARROUTOUROU, Bruno GACCIO, Susan GEORGE, Isabelle ATTARD et une trentaine d'autres citoyens, Nouvelle Donne a comme objectif de permettre aux citoyens de reprendre la main et de décider de leur avenir.

Au-delà des 5 mesures du Plan d'Urgence, Nouvelle Donne propose :

- > **15 solutions pour casser le chômage et bâtir un nouveau Contrat social,**
- > **une stratégie originale pour changer l'Europe et remettre d'aplomb ce que 30 ans de dérégulation ont mis sens dessus dessous.**
- > **des mesures concrètes pour lutter contre les lobbys et la professionnalisation de la politique, construire une nouvelle République.**

Nous proposons des solutions innovantes pour sortir du cercle vicieux de l'austérité, remettre l'Homme et son environnement au centre du débat. Notre méthode est simple : dire la vérité et miser sur l'intelligence des citoyens.

Nous voulons construire une société du partage : négocier un nouveau partage du travail tout au long de la vie ; construire un nouveau partage des revenus, du savoir et du pouvoir.

Pour avoir une alimentation saine, protéger notre environnement et garantir le revenu de tous les paysans (dans les pays du Nord comme ceux du Sud), il faut aussi changer de modèle agricole.

Aux européennes de mai 2014, **Nouvelle Donne a obtenu le soutien de 550.000 électeurs.**

Partout en France, des citoyens s'organisent pour reprendre la main sur leur destin en participant aux comités locaux de Nouvelle Donne. En un an, c'est près de **12 000 personnes venues de tous horizons qui ont rejoint Nouvelle Donne.** Pour beaucoup d'entre nous, il s'agit d'un premier engagement en politique.

Face à l'ampleur de la crise, la contribution de chacun fera la différence.



# Charte éthique de Nouvelle Donne

## Extraits

**Notre ambition est d'inventer une autre manière de faire vivre la démocratie, dans notre pays comme au sein de notre mouvement politique.**

## Nos principes

- > Il n'y a pas de paix durable sans justice sociale. (...) L'éradication de l'extrême pauvreté, la lutte contre la précarité et le logement indigne, l'accès aux soins et à la santé, sont des enjeux de civilisation.
- > Nos sociétés se construisent dans le respect et l'intérêt des peuples, indépendamment de leur niveau de développement. La lutte contre la faim dans le monde doit inspirer les accords internationaux.
- > Le progrès technique et les gains de productivité doivent redevenir des facteurs de progrès social, d'émancipation et de diversification des activités humaines.
- > La croissance matérielle infinie n'est ni possible ni souhaitable. Le respect des écosystèmes et du vivant, la protection de la biodiversité et la lutte contre le dérèglement climatique s'imposent à tous.
- > Nous devons inventer un modèle de société fondé sur l'épanouissement et l'émancipation de la personne humaine, la prospérité des peuples et des citoyens.

## Nos valeurs

- > Responsabilité. **Nous ne sommes pas seulement responsables de ce que nous faisons mais aussi de ce que nous laissons faire**, collectivement et individuellement.
- > Participation. La politique n'est réservée à personne. Chacun peut y prendre sa part.
- > Bienveillance. La relation entre les êtres humains est leur plus grande richesse. Le politique participe à l'art du bien-vivre ensemble.
- > Justesse. Aucune forme d'outrance, d'extrémisme ou d'intégrisme n'inspire l'action publique et n'instruit le débat politique.

## Non cumul des mandats

- > Nos élus respectent une stricte limitation du cumul et du renouvellement des mandats et des fonctions (pas plus de 2 mandats successifs).

# Soutenir le Plan d'Urgence ? Pourquoi ?

## 1. Provoquer un sursaut.

Plus nous serons nombreux à signer et plus nous aurons de chances de bousculer l'inertie des députés et du gouvernement. Le gouvernement a décrété l'urgence pour la loi Macron et la loi Renseignement. Ces deux lois auront été approuvées en quelques semaines. Pourquoi ne pas faire de même pour les 5 mesures du Plan d'Urgence ?

Au PS, à l'UMP et au FN, beaucoup ne s'intéressent qu'à 2017 ou 2022. Vu la gravité de la situation, vu les dangers qui s'accumulent sur nos têtes, nous pensons nous que c'est en 2015 qu'il faut agir contre le chômage, pour les PME, contre la spéculation et contre le dérèglement climatique !

## 2. Faire Nation.

Soutenir le Plan d'Urgence et décider d'en parler autour de soi, à ses collègues et ses amis, c'est montrer que malgré tous les doutes, malgré les fatigues et les déceptions, nous avons encore envie de réfléchir et d'agir ensemble pour protéger notre modèle social et conforter la République.

## 3. Lutter contre la désinformation.

Après 30 ans de domination des idées néo-libérales et alors que la vie politique devient un concours de slogans et de phrases creuses, nous devons mener tous ensemble une vraie bataille culturelle pour combattre les *a priori* et toutes les idées fausses qui poussent au désarroi.

Si vous signez le Plan d'Urgence de Nouvelle Donne, vous recevrez tous les mois, une vidéo et des infographies qui vous permettront d'avoir un autre regard sur la situation économique. Vous pourrez les diffuser autour de vous si vous le jugez utile.

**C'est à nous les citoyens, de dire dans quelle société nous voulons vivre. C'est à nous d'imposer des solutions pour stopper la crise. A nous d'inventer demain.**

**Pour signer le Plan d'Urgence,  
pour participer aux Cahiers de doléance et de propositions :**



**nouvelledonne.fr**